



EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS FRANCHE-COMTÉ

La Feuille Verte

Juin 2011 / Nouvelle série / N° 168 / 1,70 €

SEULEMENT EN LIGNE, LA FEUILLE VERTE ?

Comme on pouvait raisonnablement le craindre, pas de *Feuille Verte* en cette rentrée 2012, ou du moins pas de *Feuille Verte* sous la forme habituelle du journal imprimé. Certes, l'été n'a guère été fécond en propositions d'articles, et notre canard aurait eu l'air un peu maigrichon ; mais ce n'aurait pas été la première fois. En revanche, il y a plus grave, et totalement inédit : nous n'avons plus personne pour se charger de la maquette ! Voilà pourquoi cette *Feuille* de septembre ne sera lisible qu'en version numérique... Quant à imaginer ce qu'il en sera des numéros suivants...

Espérons que la discussion prévue, ce samedi 15, entre 18 h et 18 h 30, lors de nos Journées de l'Écologie politique à Chaux-des-Crotenay, permettra d'envisager avec quelque espoir l'avenir de *La Feuille Verte*...

FEUILLE VERTE CHERCHE METTEUR EN PAGE

Un grand, grand merci à Corinne Salvi, qui a créé en février 2011 la nouvelle maquette de *La Feuille Verte* et s'est chargée (bénévolement) de mettre en forme les 14 numéros parus depuis lors.

L'emploi du temps de Corinne ne lui permettant plus d'assurer ce travail, *La Feuille Verte* est à la recherche de quelqu'un qui voudrait bien (et pourrait) prendre sa succession. On attend vos offres. Et bien sûr... ça urge !

Merci d'avance.

Le Comité de lecture



LE COMTÉ APRÈS LES QUOTAS

Les quotas laitiers ont été établis par l'Union européenne en 1984 pour enrayer la croissance continue de la production laitière et la stabiliser au niveau de la consommation interne et des exportations non subventionnées. Leur suppression est prévue en 2015 et les agriculteurs, qui râlaient contre les quotas au début, ont maintenant peur des conséquences de leur suppression. Le risque est grand d'une baisse du prix du lait, quand on sait qu'au niveau du marché, un excès de 3 % par rapport à la demande peut entraîner une baisse de 20 % du prix payé au producteur.

Fuite en avant ou stabilisation de la production ?

Grâce aux quotas et grâce au label AOP Comté, les agriculteurs de la région ont bénéficié d'une situation relativement favorable, comparée à celle des producteurs de lait bretons par exemple. Aujourd'hui, l'AOP Comté permet de payer le lait aux agriculteurs autour de 45 centimes le litre. Le prix varie selon le coût du ramassage, le taux d'investissement ou la taille des ateliers, qui traitent entre 2 et 8 millions de litres par an (économies d'échelle). Le lait « standard », lui, n'est payé que 32 centimes, et l'agriculteur bio reçoit 10 centimes de plus au litre que pour le comté « normal ».

Mais il y a un risque que la fin des quotas aboutisse à la reprise de la course effrénée du productivisme, avec toutes les conséquences envisageables, économiques, sociales et environnementales. Aujourd'hui, les conséquences de l'agriculture intensive sur la biodiversité des prairies et sur l'état des rivières comtoises sont déjà très préoccupantes. L'excès d'azote entraîne un appauvrissement de la flore des pâturages et une grave pollution, par les nitrates, de la Loue, du Dessoubre, du Doubs et des autres rivières.

Certains agriculteurs envisagent donc de profiter de la fin des quotas pour accroître encore leur production de lait, soit en augmentant leur surface, soit en intensifiant la production. La première solution se traduit par une réduction de l'emploi au détriment de certains des 3 000 agriculteurs qui produisent actuellement du lait à comté. L'intensification de la production de lait ne peut se faire qu'à grands coups de nitrates et de tourteaux, avec des conséquences catastrophiques prévisibles sur la qualité du comté et sur l'environnement.

Un cahier des charges contraignant ?

La production du comté AOP est encadrée par un cahier des charges qui devrait normalement plafonner la productivité. Par exemple :

- 1 hectare d'herbe par vache au minimum.
- Alimentation complémentaire plafonnée à 1 800 kg par vache et par an.
- Productivité laitière par hectare plafonnée à 4 600 kg de lait par hectare.
- 120 kilos d'azote total par hectare de surface fourragère par an au maximum, dont pas plus de 50 unités sous forme minérale.
- Pas plus de 3 épandages par an.
- Etc.

Ce cahier des charges va dans le bon sens, mais ses prescriptions ne sont pas toujours respectées. Certaines vaches qui « pissent » le lait sont à 3 000 kg d'aliments complémentaires par an. Les épandages d'engrais et de lisiers peuvent être très inégaux d'une parcelle à l'autre. Avec l'extension des exploitations, certains agriculteurs vont récolter du foin à 20 ou 30 km. Les champs les plus éloignés ne reçoivent ni fumier ni lisier et les

épandages se concentrent dans les zones proches des exploitations.

Ne devrait-on pas envisager de renforcer le cahier des charges ? Les règles de production du beaufort, par exemple, limitent à 5 000 litres / an la production par vache. Mais dans tous les cas, il est nécessaire de mieux contrôler l'application du cahier des charges et de renforcer les sanctions quand celui-ci n'est pas respecté.

L'agriculture comtoise à la croisée des chemins.

Dans son édito paru cet été dans *Les Nouvelles du Comté*, Claude Vermot-Desroches pose assez bien le problème : « *Il ne s'agit plus forcément de produire plus pour gagner plus, mais de produire mieux pour gagner plus.* » En tablant donc plus sur la qualité que sur la quantité. Ajoutons : et faire en sorte que l'environnement s'en porte mieux.

Les sols de notre région sont saturés en nitrates et en phosphates, les vaches sont devenues des usines à lait hyper-fragiles, les rivières sont à l'agonie du fait d'une pollution d'origine essentiellement agricole.

Il faut revenir à une agriculture plus autonome, qui dépende moins du pétrole, des engrais et des aliments complémentaires. A cause des mouvements spéculatifs sur les matières premières alimentaires (céréales, oléagineux...), le prix des aliments complémentaires est en train de grimper. Pourquoi ne pas revenir à la production partielle de céréales sur l'exploitation et limiter les achats ?

Il peut y avoir une convergence d'intérêts entre les producteurs de comté et ceux qui ont le souci de l'intérêt général et d'un plus grand respect de l'environnement. A condition de travailler ensemble à la définition d'un vrai projet d'agriculture durable en Franche-Comté.

Gérard Mamet



UN MENSONGE FRANÇAIS

Vingt-trois ans après la chute du mur de Berlin, alors qu'il n'y a plus, ni en Occident ni dans le bloc ex-communiste, de volonté d'anéantir l'autre, ni d'intérêt à se priver de partenaires commerciaux, la France poursuit, avec un entêtement stupide et criminel, sa politique d'armement nucléaire. Toujours en retard d'une guerre, ou plutôt d'une occasion de se placer en première ligne d'une initiative pour la paix.

C'est cet entêtement dans des principes totalement dépassés que dénonce Paul Quilès dans un petit opuscule paru au printemps dernier : *Nucléaire, un mensonge français*.

L'homme a quelque raison d'être entendu : il a été ministre de la Défense nationale, président de la commission de la Défense à l'Assemblée nationale, vice-président de la commission des Affaires étrangères, responsable pour les questions de défense au PS...

La dissuasion, pour quoi faire ?

Il souligne l'évidence : à supposer que la force de dissuasion ait eu quelque justification théorique au moment où les deux blocs se menaçaient, quelle pourrait bien être la pertinence de ce type d'armement dans l'état présent du monde ? Les armes nucléaires n'ont eu aucune pertinence en Libye, elles n'en ont actuellement aucune en Syrie. Elles ne seraient d'aucune utilité pour mettre fin au blocus de Gaza, à la piraterie au large de la Somalie, aux conflits au Sud-Soudan, de Tchétchénie ou du Cachemire, au régime dictatorial de Corée du Nord, aux fondamentalismes meurtriers au Mali ou en Norvège, à toutes les mafias.

On veut croire dans certains cercles gouvernementaux, de droite comme de gauche (dans ce domaine comme dans d'autres, aucune différence entre les deux...), que la possession d'une force nucléaire est la garantie d'une crédibilité internationale, d'un statut concrétisé par un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. Comme si la crédibilité était fonction de la capacité de nuisance, comme si 4 pays sur les 5 concernés n'avaient pas eu de siège permanent *avant* d'avoir le nucléaire, comme si d'autres pays n'avaient pas d'arme nucléaire sans siège à l'ONU. Entêtement, stupidité, et finalement, c'est notre ex-ministre de la Défense nationale qui le dit : mensonge.

Bravo de le dire. Le raisonnement de Paul Quilès est implacable, les mots forts : « *idée reçue* », « *vestige d'un autre monde* », « *inutile, dangereuse et coûteuse* », « *pensée unique, faite de dogmes crispés sur des certitudes* », « *faux consensus* », « *des silences, des contrevérités, des slogans qui constituent un mensonge français* ».

Le désarmement, c'est pour quand ?

Encore faudrait-il en tirer les conclusions : s'il s'agit d'un énorme mensonge, s'il n'y a aucune justification à entretenir cette arme dangereuse et coûteuse, s'il y a urgence à « *se libérer des dogmes de la dissuasion* », qu'attend notre auteur pour réclamer un terme à cette stupidité criminelle, pour proposer un désarmement nucléaire unilatéral et immédiat ?

Or, que propose notre éminent expert ? « *La France pourrait par exemple interrompre son programme de missile stratégique M51* », « *elle pourrait examiner la possibilité de souscrire à un engagement de non-usage en premier de l'arme nucléaire* », « *elle pourrait organiser une démarche européenne auprès des Etats-Unis pour leur demander instamment de ratifier le traité d'interdiction complète des essais nucléaires* ». On reste confondu devant tant d'audace intellectuelle...

Il est vrai que notre auteur se place dans le cadre de « *Global Zéro* », qu'il qualifie de « *plus important mouvement international pour l'élimination des armes nucléaires* », et qui bénéficie du soutien de Medvedev, Obama, Cameron, Ban Ki-moon, Carter, Gorbachev...

Ce petit livre coûte dix euros. Vous trouverez facilement un meilleur usage à cette somme pour lutter contre la folie nucléaire et l'hypocrisie qui l'accompagne.

Et puis, si notre ex-ministre PS est incapable de tirer les conclusions pratiques de son analyse, j'espère qu'on pourra compter sur nos députés et sénateurs EELV pour dénoncer ce « *mensonge français* » et, dans un premier temps, ne pas voter le budget de la force de dissuasion nucléaire. Il est des limites à la solidarité gouvernementale : celles, par exemple, dictées par la décence et l'honnêteté intellectuelle (1).

Jean-Pierre Cattelain

(1) *C'est dans le cadre de cette réflexion sur la nécessité d'une consultation démocratique sur l'armement nucléaire qu'une soixantaine de Franc-Comtois ont participé à un jeûne national, qui s'est conclu du 6 au 9 août par un jeûne international à Paris. Nous demandons qu'un referendum soit organisé sur ce sujet avant tout engagement budgétaire relançant la construction d'ogives nucléaires.*

Dissuasion

RANG

« *Notre force de dissuasion nous permet de tenir notre rang international.* »

Ainsi s'exprimait, début juillet, Jean-Yves Le Drian, ci-devant ministre de la Défense, cependant que son hollandais patron s'en allait visiter le fleuron de ladite « défense », le sous-marin atomique *Le Terrible* - abréviation, sans doute, pour terriblement cher, terriblement inutile, terriblement con...

Ça veut dire quoi, « *notre rang international* »? C'est quoi, au juste, le « *rang international* » d'un pays qui se permet 3 millions de chômeurs, qui se paie la honte dans tous les classements de réussite éducative, qui vote à 20 % (voire plus) pour des fachos et qui ne sait plus guère vibrer (heureusement, les occasions se font rares !) que pour 11 crétins milliardaires courant après un ballon ?

Nous avons la droite la plus bête du monde, paraît-il (encore que, quand on voit l'américaine, on serait presque tenté de soupirer de soulagement). Il s'avère hélas chaque jour un peu plus que notre gôche n'a pas grand chose à lui envier...

Gérard Roy

NOUVELLES DU CIEL ET DE SES SERVITEURS

Quelques-uns, parmi bien d'autres, des faits et gestes de nos amis religieux entre fin juin et début septembre (donc avant la nouvelle affaire du film « islamophobe » et de ses développements)...

Le plus célèbre humoriste de Somalie assassiné pour s'être moqué des islamistes. Mort du révérend Moon Sun-myung, messie de l'Église de l'unification. Dans le nord du Mali, tenu par les insurgés islamistes, lapidation d'un couple non marié. Au Pakistan, Rimsha, jeune chrétienne de 14 ans, est accusée de blasphème, emprisonnée et menacée de la peine de mort ; son accusateur, un imam, est à son tour écroué pour avoir tout organisé. L'église catholique refuse le mariage dit « gay », un problème autrement plus grave que celui des prêtres pédophiles. Des centaines de moines bouddhistes défilent en Birmanie pour réclamer l'expulsion ou la mise en camps de la minorité musulmane des Rohingyas. Sous prétexte qu'ils étudient la Torah et le Talmud, les ultraorthodoxes israéliens s'obstinent à refuser de faire leur service militaire après l'expiration de la loi qui les en exemptait. À la grande satisfaction de l'Église orthodoxe russe et de son patriarche Kirill, les trois Pussy Riots ont été condamnées pour actes « sacrilèges, blasphématoires et [violant] les règles de l'Église ». Ouverture à Téhéran d'un café où « tout – selon sa responsable – [est] islamique, de la nourriture aux discussions » et où l'on vient (attention : ce n'est évidemment pas mixte) pour chercher « la félicité islamique ». 17 villageois décapités par les talibans en Afghanistan pour avoir participé à une fête regroupant des hommes et des femmes. Déferlements de bondieuseries à la Convention républicaine de Tampa, en Floride. Montée aux créneaux des autorités juives et musulmanes après la condamnation par un tribunal allemand de la circoncision, qui participerait de l'identité culturelle.

Comme le dit fort bien - à propos de cette dernière affaire – une tribune libre parue dans *Le Monde* du 29 août, « les religions doivent être respectées » (1).

Gérard Roy

- (1) Dans ce domaine, le CSSD, parti social-démocrate tchèque, a fait assez fort avec sa campagne d'affiches anticléricales : dépassant d'une manche de chasuble, la main d'un prélat, ornée d'une énorme bagouze en or, s'empare d'un sac d'argent...



Et comme toujours, les dessins sont reproduits avec l'aimable autorisation de Charlie Hebdo

Mariage, adoption, filiation : quelques réflexions

FAMILLE, FAMILLES

La hiérarchie de l'Église catholique a souhaité faire du 15 août, fête de l'Assomption, un moment de prière pour fortifier une certaine idée de la famille, ce qui masque mal une manière de prendre fermement position contre le mariage dit homosexuel et les possibilités d'adoption que cela ouvre.

Dans l'absolu, l'Église peut bien défendre les conceptions qu'elle veut et montrer son attachement à une certaine tradition, sinon à une certaine idéologie. En revanche, lorsqu'elle tend à faire de sa position le point d'ancrage des décisions politiques, le point de vérité qui devrait s'imposer à tous, elle s'arroge une fonction et un pouvoir inacceptables dans le cadre d'une république laïque.

Je respecte le point de vue de M. Vingt-Trois : je lui demande juste de respecter tous ceux qui soutiennent d'autres manière de penser. Rappelons-lui que si une nouvelle définition du mariage dans le Code civil permettait l'union de personnes du même sexe (le mariage n'est en lui-même ni hétéro, ni homo), rien ne l'obligerait à épouser le bedeau de la cathédrale ! De la même manière que pour le droit à l'avortement, une telle évolution juridique ouvrira des possibles mais ne contraindra personne. Ainsi en est-il de la logique démocratique qui, souvent, s'avère très différente de la logique religieuse.

Moderne, la Sainte Famille ?

Au fond, l'Église défend un dogme, une croyance. Une famille, c'est un père, une mère et des enfants... comme s'il en avait toujours été ainsi, de tout temps, de toute éternité. L'image de la Sainte Famille. Et pourtant, sans vouloir me complaire dans le blasphème, ne doit-on pas considérer que Jésus est né grâce à une PMA (procréation médicalement assistée) et qu'il vit au sein d'une famille recomposée puisque son père (Joseph) n'est pas son père ? Sous le vernis des icônes, la famille de Jésus peut apparaître sacrament moderne, à l'image de nombreuses familles d'aujourd'hui.

Aurais-je pu faire cette lecture il y a quelques siècles ? Évidemment non, et pas seulement à cause de l'Inquisition : les idées auxquelles je me réfère n'avaient pas cours, les manières de considérer les familles étaient différentes.

Des historiens comme Ariès ou Shorter, des sociologues comme de Singly ou Chauvière nous ont invités depuis longtemps à lire la naissance de la famille moderne, bourgeoise au départ, la diffusion du modèle, ses évolutions actuelles. On en retiendra un élément essentiel : il n'y a pas *une* famille, mais *des* familles, des manières de faire famille, des sens différents donnés à cette construction dans le temps et dans un même espace.

Dès lors, il est parfaitement légitime de défendre une conception de la famille, mais parfaitement illégitime de tenter de faire croire que c'est le seul modèle possible.

Biologique, juridique, social.

Mais là n'est pas le plus important.

La revendication portée par les associations d'homosexuels marque les limites des arrangements juridiques tels que le Pacs, en particulier sur la question de l'adoption. Derrière la question du mariage, de l'union de personnes de même sexe ou de sexe différent, c'est en effet cette question qui est posée.

Soyons catégorique sur un point : hétéro ou homo, le mariage ne donne pas *droit* à l'enfant car il n'existe aucun *droit à l'enfant*. L'adoption demeure avant tout le droit pour un enfant d'avoir une famille et le mariage ne fait qu'ouvrir la possibilité pour un couple d'adopter.

Soyons précis sur une deuxième point. L'enjeu central de l'adoption par un couple homosexuel n'est pas éducatif. Les études montrent qu'il n'y a pas de différence du point de vue du développement, de la socialisation, pour un enfant élevé dans un contexte

homosexuel ou dans un contexte hétérosexuel. De fait, être parent, assumer des fonctions parentales (maternelles, paternelles) n'est pas directement lié à une orientation sexuelle. On sait que les fonctions ne sont pas non plus totalement inféodées à chaque sexe, même si c'est le cas le plus courant. Dès lors, revendiquer une homoparentalité relève de la stupidité, d'une distinction qui n'a aucun sens : il s'agit d'être parent !

Soyons fermes sur un troisième point, celui de la filiation. Toute filiation repose sur trois composantes :

- biologique (des géniteurs, ou, si vous voulez, un producteur de cellules mâles, une productrice de cellules femelles, ainsi en est-il dans la nature, chez les humains comme chez les papillons) ;
- juridique, qui stipule les liens (fils ou fille de) et organise les droits et devoirs de chacun (autorité, solidarité, héritage...) ;
- sociale, qui renvoie au quotidien, à ce qui est assumé chaque jour.

Ruptures et fictions

Dans la majorité des cas, les trois composantes se recouvrent.

Il arrive que les deux dernières soient disjointes : c'est le cas d'un enfant en famille d'accueil, par exemple, qui peut se reconnaître plus fils ou fille de cette famille que fils ou fille de ses parents légaux. C'est aussi le cas, dans le cadre de la famille recomposée, du lien avec un beau-père ou une belle-mère, qui a conduit le législateur à tenter de garantir des droits à ceux-ci en cas de séparation.

Dans le cadre de l'adoption, une rupture s'opère entre le biologique et le juridique. Plus exactement, le juridique réinvente le biologique, établit une fiction : l'enfant est réputé être né de ses parents adoptifs. On sait l'insupportable de cette fiction pour nombre d'enfants, la quête insatiable des origines, qui n'est nullement rejet des parents adoptifs, mais recherche d'une vérité biologique qui ne s'oppose pas à la vérité juridique et sociale, mais la complète, lui donne aussi sens.

Mais même si cette filiation est fictive d'un point de vue biologique, l'enfant est inscrit comme né d'un père et d'une mère. Dans le cadre juridique actuel, pour un enfant adopté par un couple homosexuel, on établira un acte d'état civil qui le désignera comme né de deux pères ou de deux mères : on ouvrira alors l'horizon d'une folie, la folie d'un impossible, la folie d'un impensable, par l'imposition d'une vérité qui grave dans le marbre la déraison d'une fiction.

Comme il ne suffit pas pour l'enfant adopté actuellement qu'on lui explique d'où il vient, il ne suffira pas de signifier à l'enfant adopté par un couple homosexuel une vérité biologique : l'état civil en énoncera toujours une autre.

« Droit à l'enfant », non, merci !

On ne peut opposer aucune conception de la famille, sinon de manière dogmatique, à la question du mariage entre personnes du même sexe, à la possibilité d'adoption par un couple homosexuel, à condition que soit travaillée la question de l'inscription de la filiation adoptive pour tous les enfants adoptés, qu'ils puissent avoir accès sans encombre aux vérités qui les portent, biologique (ils viennent de quelque part), juridique (ils ont des parents), sociale (ils sont là au quotidien).

Je regrette profondément que les défenseurs du mariage « gay », de « l'homoparentalité », tout à leur revendication d'un *droit à l'enfant* qui n'existe pas, fassent totalement abstraction d'une question aussi fondamentale.

Michel Boutanquoi

LA CIGALE ET LE VIEUX RÉAC

À quoi peut bien songer le marcheur sur les sentiers des Cévennes, « *les Cévennes des Cévennes* », « *ce labyrinthe inextricable de montagnes* », comme l'écrit Stevenson (1), quand le chant des cigales accompagne ses pas, quand sur place on vous affirme qu'il y a bien trois ans qu'elles n'ont pas embelli l'été ?

Bien sûr, le marcheur se souvient de la fable et médite sur ces centaines de milliers d'écoliers qui ont dû ânonner ces vers qui ne sont que fadaïses et billevesées. Car j'ose l'affirmer : Jean de la Fontaine est un jean-foutre, un réactionnaire qui, sous prétexte de morale, élève l'ignorance au rang de savoir !

Réactionnaire, il l'est : il serait aujourd'hui sur les bancs de l'UMP, à vilipender les intermittents du spectacle comme des assistés incapables de produire autre chose que de l'éphémère, du vent, quoi. Il défendrait la fourmi sarkozyste qui se défonce au travail sans compter ses heures. Il soutiendrait l'aliénée contre le poète, le trader contre l'artiste.

N'a-t-il jamais songé à ce que seraient nos étés sans le chant des cigales, sans cette lancinante mélodie qui invite au voyage immobile, allongé dans un pré, la tête dans les étoiles ?

N'a-t-il jamais pu imaginer que ce rythme toujours égal pouvait donner la cadence à la fourmi, qui ne semble pas connaître les chants de travail ?

Mais non, M. de la Fontaine, qui fréquente la cour, ses nobles inutiles et voraces, conspue la cigale, la dépeint comme une fainéante, une paresseuse qui cherche à profiter honteusement des assurances sociales quand la fourmi défend l'accumulation et les fonds de pension !

Et ignorant, il l'est encore plus. Jamais la cigale n'ira, la guitare en bandoulière, pointer à Pôle Emploi pour percevoir des allocations chômage, jamais elle ne demandera le RSA : pour le dire de manière plus ramassée, la cigale chante tout l'été, mais elle ne coûte pas un euro à la collectivité, elle chante gratos, sans doute parce que ce n'est pas pour nous qu'elle chante, même si nous feignons de le croire.

La cigale « *se trouva fort dépourvue quant la bise fut venue* », nous raconte le roi de la fable. Mais la cigale ne connaît pas la bise : à la fin de l'été, elle n'est plus. Après sa dernière mue, elle n'a devant elle que quelques semaines pour accomplir son devoir : s'accoupler pour assurer la survie de l'espèce. C'est pour cela qu'elle chante, pour attirer la femelle (2).

Il est temps de réhabiliter les cigales, d'interdire dans les écoles l'apprentissage des balivernes réactionnaires frappées d'ignorance et de stupidité. Écoutons à nouveau leur chant inutile et indispensable, qui bientôt s'éteindra pour renaître l'été prochain, dans les Cévennes ou ailleurs.

Et reprenons le chemin de la fourmilière...

Michel Boutanquoi

(1) Robert Louis Stevenson, *Voyage avec un âne dans les Cévennes* (1879)

(2) Rien à voir avec quelques ânes bâtés, parlementaires de surcroît, qui chantent - façon de parler - à la vue d'une jolie robe. Ici, il s'agit de nature (ce qui exclut tout sexisme) et pas de culture (sexiste de fait).

Un nouveau projet politique ?

POUR UNE CROISSANCE DURABLE ET SOLIDAIRE

J'ai expérimenté et vécu la décroissance, de tout mon corps, durant dix ans, et je sais que ce n'est pas la solution pour moi. J'ai voyagé en Inde, en Afrique : je suis convaincu, au fond de ma tête, de mon cœur, de mon âme, que la croissance durable et solidaire est la solution pour ma famille et pour moi, tout comme pour mes amis du Togo ; qu'elle est la solution pour un nouveau projet politique.

Il n'y a plus de limite, il n'y a que des possibilités. La nature est généreuse : j'ai semé un gain de blé qui, 15 mois après, a donné plus de 60 000 grains...

20 % des humains s'approprient injustement 86 % des ressources naturelles.

Si 7 milliards d'humains partageaient notre mode de vie, nous aurions besoin d'au moins 3 planètes.

4 % de la richesse des 225 personnes les plus riches permettraient l'accès aux besoins et aux services de base à toute la population de la planète. La « croissance égoïste » n'est pas la solution. Et si cette crise globale était finalement une chance pour l'humanité ? Une occasion de renouer avec le sens des responsabilités et d'en finir avec la démesure, de redécouvrir la gratuité et de redevenir des usagers responsables de leurs usages ?

Comment apprendre à être sage ?

Comment apprendre à relocaliser nos activités ?

La « croissance égoïste » a fait la preuve de son inefficacité : elle amène et amènera encore et toujours la récession... Il ne s'agit plus de travailler plus pour produire plus pour consommer plus... Si on passait à la croissance durable et solidaire ?

Je souhaiterais échanger dans une sorte de commission locale « Économie solidaire et durable » dans le Jura ou au niveau régional, afin - par exemple - de réaliser un document, genre 4 pages, pour communiquer plus sérieusement sur le sujet, ou encore pour trouver des actions médiatiques à mener.

L'économie est un pilier essentiel de l'écologie. Il nous faut le travailler afin de rendre l'écologie plus crédible, plus motivante pour nos électeurs potentiels.

Prêt à m'y investir pour plusieurs années, je donne rendez-vous à ceux que ça intéresse...

Jean-Louis Remy

PAS SI SIMPLE

Cette rubrique a pour ambition de proposer un regard critique sur l'actualité scientifique, en montrant tantôt les dangers, tantôt les espoirs suscités par les recherches et les découvertes. Cette information peut parfois inspirer les propositions des écologistes. Les références sont données pour ceux qui voudraient approfondir les questions traitées.

1. Réunion : une chasse aux requins inutile.

Suite à de récentes attaques de surfeurs, la chasse aux requins pourrait être autorisée sur l'île de la Réunion. Or, si on est passé de 20-30 attaques par an dans le monde dans les années 90 à 60-75 aujourd'hui, c'est essentiellement dû à... une augmentation du nombre de surfeurs ! De plus, les « prélèvements » de squales pourraient fausser les études en cours, donner un faux sentiment de sécurité et compromettre la gestion à plus long terme du risque. (*Pour la Science*, n°419, septembre 2012, pp.16 et 17)

Commentaire : Pour les requins comme pour le loup, il faut se méfier des idées simplistes. Par exemple, les méduses tuent 10 fois plus de gens que les requins. Ah ! si les humains pouvaient perdre un peu de leur arrogance par rapport à la nature !

2. Microalgues : les carburants du futur ?

Certaines microalgues peuvent contenir jusqu'à 60 % d'huile (par rapport à la matière sèche). Elles peuvent donc servir à fabriquer des carburants type diesel. A titre expérimental, elles sont cultivées dans des bassins ouverts ou fermés ou dans des tuyaux transparents. Les études montrent que ce sont les régions les plus ensoleillées qui ont les meilleurs rendements, mais avec des problèmes de gestion de l'eau. Ce sont donc des sortes de capteurs solaires dont la forme de stockage de l'énergie est l'huile, avec un rendement de transformation de l'énergie solaire en biomasse de l'ordre de 3,5 %. Mais pour l'instant le coût de production reste élevé, entre 2,6 et 5,6 € par litre de biocarburant. Le rentabilité pourrait être améliorée par l'utilisation de la biomasse résiduelle, après extraction des huiles. (*Pour la Science*, n°419, septembre 2012, pp.60 à 67)

Commentaire : À propos des microalgues, on parle de biocarburant de troisième génération. Elles pourraient constituer une petite partie de l'alternative aux énergies fossiles, à condition de ne pas entrer en compétition avec les cultures alimentaires et de respecter scrupuleusement les questions d'environnement. Ce qui n'est pas garanti.

3. Taux d'acidification record pour les océans.

Les océans absorbent une partie du dioxyde de carbone atmosphérique, qui a tendance à augmenter du fait des activités humaines. Cette absorption entraîne une acidification des eaux de surface. Dans les temps géologiques, il y a déjà eu des périodes d'acidification suite à des événements naturels, comme du volcanisme de grande ampleur. Mais d'après des études récentes, la vitesse d'acidification n'a jamais été aussi rapide. L'acidification provoque la dissolution des coquilles et des squelettes calcaires des organismes aquatiques (coraux), perturbant en cascade tout l'écosystème marin. Le risque est donc grand d'une extinction massive d'espèces marines altérant gravement la biodiversité. (*La Recherche*, n°465, juin 2012, pp.8 à 10)

Commentaire : Raison de plus de ne pas exploiter les huiles et gaz de schistes ou les

gisements de pétrole offshore en eau profonde. Et de nous tourner massivement vers les économies d'énergie et les énergies renouvelables.

4. L'éolien, une énergie d'avenir.

Un cahier spécial de *La Recherche* fait le point sur l'énergie éolienne. Fin 2011, la puissance installée dans le monde était de 240 gigawatts, soit 10 fois plus qu'en 2001. Dans le même temps, on est passé d'une puissance moyenne de 0,5 à 2,1 mégawatts par éolienne et des machines de 6 MW existent déjà en Belgique. L'objectif est maintenant de développer les éoliennes en mer (offshore). Comme il y a en Europe une dizaine de régimes de vents différents, on travaille maintenant à la mutualisation des différents parcs en connectant les réseaux. Ainsi cette source d'énergie intermittente devient plus stable. (*La Recherche*, n°466, juillet-août 2012, pp.86 à 91)

Commentaire : Le développement de l'éolien est une perspective positive. Il doit faire partie du « mix » énergétique de l'avenir. On peut cependant contester la tendance actuelle au gigantisme (projet d'éoliennes de 20 GW) et on doit apporter une attention particulière aux problèmes des paysages et aux impacts sur les oiseaux, notamment dans les couloirs migratoires.

Gérard Mamet

OPINION PUBLIQUE ET TEMPS POLITIQUE

Les titres des quotidiens et des magazines, tout comme les sondages, en feraient foi : l'opinion s'impatiente, le gouvernement et le président tardent à mettre en œuvre le changement. Mais il devient difficile de savoir si ce sont les sondages qui inspirent les titres des journaux où si ce sont les journaux qui suggèrent le contenu des sondages.

« *L'opinion publique n'existe pas* », écrivait Bourdieu (1). Il rappelait ainsi trois postulats : « *Toute enquête d'opinion suppose que tout le monde peut avoir une opinion ; ou, autrement dit, que la production d'une opinion est à la portée de tous [et] que toutes les opinions se valent* » ; « *Dans le simple fait de poser la même question à tout le monde se trouve impliquée l'hypothèse qu'il y a un consensus sur les problèmes, autrement dit qu'il y a un accord sur les questions qui méritent d'être posées* ». Plus loin dans cet écrit, il interrogeait la formulation des questions.

Pour le dire autrement, nous n'avons pas tous une opinion sur tout au même moment et avec la même intensité. Pour fabriquer de l'opinion, il suffit de poser une question biaisée et de limiter les possibilités de réponses.

Un exemple : à la question posée par un sondage paru dans *Libération* le 3 septembre - « *Diriez-vous que François Hollande, en tant que président de la République, devrait mettre en œuvre son programme plus rapidement ?* » -, 67 % des sondés répondent oui, et on en conclut à l'impatience des Français.

Le problème saute pourtant aux yeux : la question induit l'idée que le président est trop lent ; l'opinion est dans la question et la seule chose demandée aux sondés est de savoir s'ils sont d'accord avec celle-ci.

La thématique de la rentrée est ainsi lancée non pas par l'opinion publique, mais par les médias et les sondages qu'ils commandent. Ce qui ne signifie évidemment pas l'absence de tout sentiment d'impatience, mais en aucun cas nous n'avons ainsi une mesure précise de sa force et de sa répartition dans la population, et nous savons encore moins comment ceux qui l'éprouvent expliquent leur ressenti.

Militant écologiste, je ne manque pas de m'interroger sur l'action du gouvernement, sur les orientations du président. Certaines déclarations - sur le nucléaire, sur l'enseignement supérieur - alimentent l'inquiétude. L'approche retenue en matière de prix des carburants et, pire encore, la politique à l'égard des Roms soulignent un peu plus les écarts entre une pensée socialiste conservatrice (qui n'est pas celle de tous les socialistes) et la pensée de l'écologie politique.

Et comme aucun sondage ne m'a demandé mon avis, je m'empresse de l'exposer. Je ne parlerais pas d'impatience, mais de trouble et de préoccupation qui, en soi, ne dessinent rien de nouveau par rapport à la campagne présidentielle : nous savons. Pour autant, il existe un monde entre cette forme de réalisme et les postures du genre « Plus Chavez que moi tu meurs » ; il existe un fossé entre l'exigence de l'immédiateté, alimentée par des médias pas encore dégrisés du sarkozysme, et l'impératif de construire, dans la durée et pour durer, une nouvelle perspective. Cela s'appelle le temps politique, celui de la réflexion, de la concertation, de la prise en compte de tous les acteurs. C'est la phase actuelle, nécessaire, indispensable, mais difficile à vendre à « l'opinion ».

Comme d'autres, j'attends beaucoup de la Conférence environnementale, de la Conférence sociale, des Assises de l'enseignement supérieur, du travail de refondation de l'école, qui requièrent du temps. Mais il ne faudra pas si longtemps pour savoir si les orientations, les projets sont à la hauteur des enjeux, aptes à inventer un nouveau monde.

D'ici là, patience.

Michel Boutanquoi

(1) *In Questions de sociologie, Paris, Editions de Minuit, 1984.*

ÉMOIS D'ÉTÉ

Foot. Indignation générale de toutes les bonnes âmes devant la décision de la FIFA d'autoriser les footballeuses voilées. Mais bon dieu, qu'on voile *aussi* les footballeurs, ça nous évitera au moins de voir leurs tronches de cake !

Fierté (1). Entendu au *Journal* de 13 heures de France Inter, le 6 septembre, un eurodéputé EÉLV déclarer qu'il était « *fier d'être de Marseille* ». On ne m'enlèvera pas de l'idée qu'écolo ou pas, il faut en tenir une couche pour se dire fier d'être de quelque part.

Fierté (2). Hollande s'est dit « *fier d'être chef de l'État [français]* » au vu des résultats des athlètes tricolores aux J.O. de Londres et a (certes prudemment) évoqué une possible candidature de la France à l'organisation des J.O. de 2024. Je rêve d'un président qui ne se croirait pas obligé de flatter les sportifs et les supporters.

Morgue. À propos de Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes et porte-parole du gouvernement, Ségolène Royal déclare : « *Elle s'appellerait Claudine Dupont, elle ne serait peut-être pas là.* » L'épouse de Manuel Valls, violoniste, estime qu'« *une musicienne, c'est plus glamour que Mme Ayrault, prof d'allemand* ». En matière de mépris, avec le PS, on n'est jamais déçu.

Médailleurs. La presse a cogné sur Cécile Duflot sous prétexte que celle-ci avait arrosé de Légions d'Honneur ses copains écolos. Perso, j'aurais plutôt tapé sur ces derniers, qui ont accepté cette ridicule breloque. Mais bon, je dis ça, je dis rien, hein...

Pyongyang. Accompagné de sa désormais officielle épouse Ri Sol-ju, le Grand Leader Kim Jong-un (de même que tout le gratin du régime nord-coréen) a assisté à un spectacle de Walt Disney. La presse ne précise pas si la First Lady a twitté pour soutenir Mickey.

Squales. Après les motards qui ne supportent pas les platanes et les skieurs de fond qui en veulent au grand tétras, voilà maintenant les surfeurs qui manifestent contre les requins (1). L'avantage de ces derniers, c'est qu'eux au moins peuvent bouffer ceux qui leur cherchent des noises.

Colère. D'après le maire de New York, le type qui en a flingué un autre, le 24 août, près de l'Empire State Building était « *un homme mécontent* ». Une explication qui me rappelle celle qu'on utilise à l'envi, chez nous, pour le vote FN.

Fumette (1). De retour du Venezuela où il est allé soutenir Hugo Chavez, Mélenchon raconte : « *Ce fut comme un ailleurs de tout ce que j'ai connu. Jamais je n'ai vu telle ferveur politique se concentrer de telle façon dans les corps et les visages. À mi-chemin, je m'aperçus que j'avais le visage en larmes.* » C'est quoi, déjà, l'herbe qu'on fume à Caracas ?

Fumette (2). Selon une étude néo-zélandaise, la consommation précoce et prolongée de cannabis induit chez les ados une baisse très nette, et sans doute irréversible, de leur QI. Si j'avais su ça plus tôt, ça m'aurait aidé à comprendre mes élèves.

Orde (Maintien de l'). Avant la Coupe du monde de foot en 2010, des CRS et des policiers français étaient venus enseigner à leurs collègues sud-africains des « *techniques de contrôle des foules* ». 1) Au fait, que devient MAM ? 2) Les flics qui ont tiré dans le tas à la mine de Marikana (34 morts) avaient dû sécher les cours.

(1) Et Bové crie haro sur le loup... Espérons que ce n'est pas par passion de la mobylette sur le Larzac.

Youpi, c'est la rentrée !

QUE DES BONNES NOUVELLES !

En vrac, quelques nouvelles (sans commentaires) pour se remonter le moral en cette rentrée de septembre.

Suppression des haies et des fossés, utilisation massive des produits chimiques, intensification des cultures, etc. : entre 1980 et aujourd'hui, la population d'oiseaux communs des champs (alouette, linotte, bruant, perdrix...) est passée en Europe de quelque 600 millions à 300 millions.

Cet été, la fonte de la calotte glaciaire du Groenland et de la banquise arctique a égalé dès le 8 août son précédent record, qui datait de la fin de l'été 2010.

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) estime que 98 % des forêts tropicales d'Indonésie, menacées par la prolifération des plantations de palmiers à huile, auront disparu dans dix ans.

L'ONG Oxfam prévoit que, du fait des changements climatiques et de la multiplication des événements extrêmes qui en résultent, le prix des aliments de base (maïs, blé, riz...) doublera d'ici à 2030.

Le secteur éolien français est en pleine déconfiture.

Absente depuis 6 ans du petit écran pour cause de succès insuffisant, la corrida a fait le 5 septembre son retour sur les télévisions espagnoles.

Au moins 61 migrants syriens clandestins sont morts dans le naufrage de leur navire, pour la plupart piégés dans la cale, à 100 mètres des côtes égéennes. Une cinquantaine de migrants tunisiens ont disparu en mer près de Lampedusa. Une femme d'origine asiatique s'est noyée en tentant de traverser la Manche à la nage.

De plus en plus de pauvres en France : 14,1 % de la population, soit 8,6 millions de gens en dessous du seuil de pauvreté monétaire, qui était de 964 euros par mois en 2010 (444 000 de plus entre 2009 et 2010) ; c'est chez les jeunes que le taux de pauvreté progresse le plus. Mais des riches toujours plus riches : c'est ce qu'on appelle une évolution « à l'anglo-saxonne ».

Bénéfices record pour les industries du luxe.

Salaire net d'Ibrahimovic au PSG : 14 millions d'euros par an.

Delphine Batho estime que l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes est « une infrastructure dont nous avons besoin ». Comme Valls (et d'autres, qui se taisent prudemment), elle approuve son collègue Montebourg qui pense que « le nucléaire est une énergie d'avenir ».

Lu dans *Le Monde* du 4 septembre, à propos des combattants de l'Armée syrienne libre, qui se battent avec des moyens limités contre la soldatesque bacharienne : « *Au fil des jours, il y a plus de drapeaux noirs, plus de barbes arborées par certaines tendances salafistes, plus de vêtements rappelant l'Afghanistan.* » Et cet avertissement : « *On n'oubliera jamais qu'on ne nous a pas aidés.* »

Gérard Roy